



**FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL**



**Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique de l'Ouest**

**AFRITAC de l'Ouest**

**Immeuble BCEAO, 9<sup>ème</sup> Etage**

**Angle Boulevard B. Roussel et Avenue Abdoulaye Fadiga**

**Abidjan, République de Côte d'Ivoire**

**Tél. : (225) 20 20 89 87**

**Télécopie : (225) 20 20 89 60**

**Vingt-quatrième réunion du Comité d'Orientation**

**Cotonou, le 17 novembre 2014**

**Exécution à mi-parcours du programme d'activité**

**de l'exercice 2015 (mai 2014-avril 2015)**

**et révision du programme pour le second semestre**

## TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION ET VUE D'ENSEMBLE.....	3
I. ADMINISTRATION DOUANIERE .....	12
A. Les principaux axes de l'assistance technique.....	12
B. Activités réalisées et résultats .....	12
C. Réaménagement du programme de travail pour le second semestre .....	14
II. ADMINISTRATION FISCALE.....	14
A. Principaux axes de l'assistance technique .....	14
B. Activités réalisées et résultats .....	15
C. Réaménagement du programme de travail pour le second semestre .....	17
III. GESTION DES DEPENSES PUBLIQUES .....	18
III.1. Budget.....	18
A. Les principaux axes de l'assistance technique.....	18
B. Activités réalisées et résultats .....	18
C. Réaménagement du programme de travail pour le second semestre .....	19
III.2 Comptabilité et gestion de trésorerie publiques.....	20
A. Les principaux axes de l'assistance technique.....	20
B. Activités réalisées et résultats .....	20
C. Réaménagement du programme de travail pour le second semestre .....	22
IV. STATISTIQUES MACROECONOMIQUES.....	22
IV.1. Statistiques de finances publiques .....	22
A. Principaux axes de l'assistance technique .....	22
B. Activités réalisées et résultats .....	23
C. Réaménagement du programme de travail pour le second semestre .....	24
V.2. Statistiques du secteur réel.....	25
A. Principaux axes de l'assistance technique .....	25
B. Activités réalisées et résultats obtenus .....	25
C. Réaménagement du programme de travail pour le second semestre .....	26
V. GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE .....	27
A. Les principaux axes de l'assistance technique.....	27
B. Activités réalisées et résultats .....	27
C. Réaménagement du programme de travail pour le second semestre .....	28
VI. SUPERVISION ET RESTRUCTURATION BANCAIRES .....	29
A. Les principaux axes de l'assistance technique.....	29
B. Activités réalisées et résultats .....	30
C. Réaménagement du programme de travail pour le second semestre .....	33
VII. ANALYSE ET PREVISIONS MACROECONOMIQUES.....	34

## **INTRODUCTION ET VUE D'ENSEMBLE**

Le présent rapport présente l'exécution du programme de travail de l'AFRITAC de l'Ouest (AFW) sur le premier semestre de l'exercice 2015 (AF 2015) du Fonds monétaire international (FMI) (1<sup>er</sup> mai 2014-30 avril 2015). Le programme de travail a été adopté au cours de la dernière réunion du Comité d'orientation (CO) organisée à Abidjan le 30 avril 2014.

### **Contexte**

Pour mémoire, le programme est établi en étroite collaboration avec les services centraux du FMI sur la base des besoins exprimés par les Etats membres de l'AFRITAC de l'Ouest et des priorités de réformes appuyées par le FMI et les autres partenaires. Les activités de l'AFRITAC de l'Ouest sont ainsi intégrées dans le cadre général de renforcement des capacités mis à la disposition des États membres par le FMI pour appuyer ces réformes. Elles sont par ailleurs coordonnées et parfois menées conjointement avec les autres partenaires techniques impliqués dans la mise en œuvre des réformes.

Le centre est issu de l'initiative AFRITAC, regroupant cinq centres régionaux d'assistance technique en Afrique subsaharienne. Cette initiative est née en 2002 de la demande formulée par les décideurs politiques africains réunis au sein du NEPAD à l'endroit du FMI pour les aider à renforcer les capacités institutionnelles et humaines de leurs États dans la conception et la mise en place de politiques économiques à même d'accélérer la croissance économique et de juguler la pauvreté. Lancé en 2003, AFRITAC de l'Ouest est basé à Abidjan depuis 2012. Il intervient dans les domaines de compétence du FMI : administrations douanière et fiscale, gestion des dépenses publiques, statistiques macroéconomiques et financières, gestion de la dette publique, supervision et restructuration bancaires, analyse et prévision macroéconomiques.

Les objectifs poursuivis dans le programme de travail du centre et le choix, la répartition et le volume des activités proposées par pays/organisations régionales et par domaine s'inscrivent dans les orientations stratégiques de moyen-terme du centre, conformément au document programme adopté en appui de son troisième cycle de financement (2009-2014). Il est proposé de reconduire ces orientations générales pendant la prolongation de ce cycle (voir le document préparé pour le Point six de l'ordre du jour).

## Principales caractéristiques du programme de travail pour l'AF 2015

Le programme de travail pour l'AF 2015 approuvé par le CO le 30 avril 2014 se caractérisait par une hausse de 8 % du volume des activités par rapport aux activités réalisées en AF 2014, mais par une diminution de 11 % par rapport aux activités programmées la même année. Ce programme avait été calibré en fonction des ressources disponibles du centre et des capacités d'absorption des pays bénéficiaires et aligné sur les priorités des pays et du FMI. L'activité du centre se concentrait sur la poursuite des projets engagés et le renforcement du volet régional. Les impératifs d'une gestion financière prudente exigeaient le report du lancement d'un nouveau domaine en analyse et prévision macroéconomiques ; la suspension du financement des missions diagnostic du siège du FMI et des séminaires de formation de l'Institut du FMI ; et la limitation des ateliers régionaux du centre à quatre domaines. De nombreuses activités étaient mises en réserve, dans l'attente d'un déboursement de la contribution de l'Union européenne.

### Exécution du programme au 31 octobre 2014.

Durant le premier semestre de l'AF 2015, le centre a dispensé l'équivalent de 225 semaines d'assistance technique (AT), en hausse de 4% par rapport à l'exécution au premier semestre de l'exercice précédent. Le taux d'exécution à mi-année s'élève à 43%, en hausse par rapport à l'AF 2014, mais cependant en dessous de 50 % (tableau 1). L'exécution du programme de travail du premier semestre a souffert notamment: (1) de la situation sanitaire en Guinée qui a conduit au report des activités prévues dans ce pays membre ; (2) du report de plusieurs missions en gestion de la dette publique en raison des ennuis de santé du Conseiller résident et d'un délai d'environ deux mois entre son départ fin août et son remplacement; et (3) du report de plusieurs missions en statistiques de finances publiques à la demande des autorités ou par manque d'experts dans ce domaine. Dans les autres domaines, les taux d'exécution sont satisfaisants; ils dépassent même 50 % dans plusieurs domaines (graphique 1).

Graphique 1. Exécution du programme de travail par domaine d'activité  
(Situation au 31 octobre 2014)

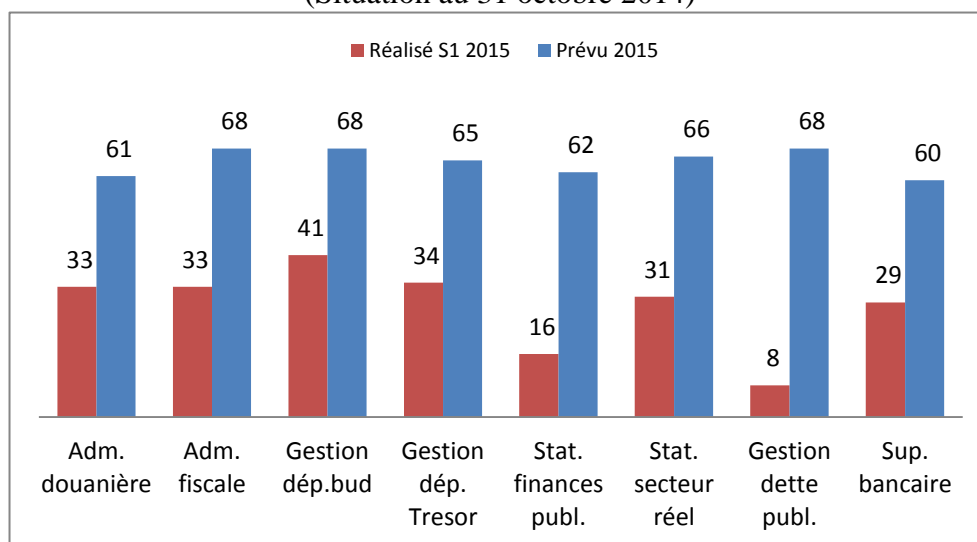
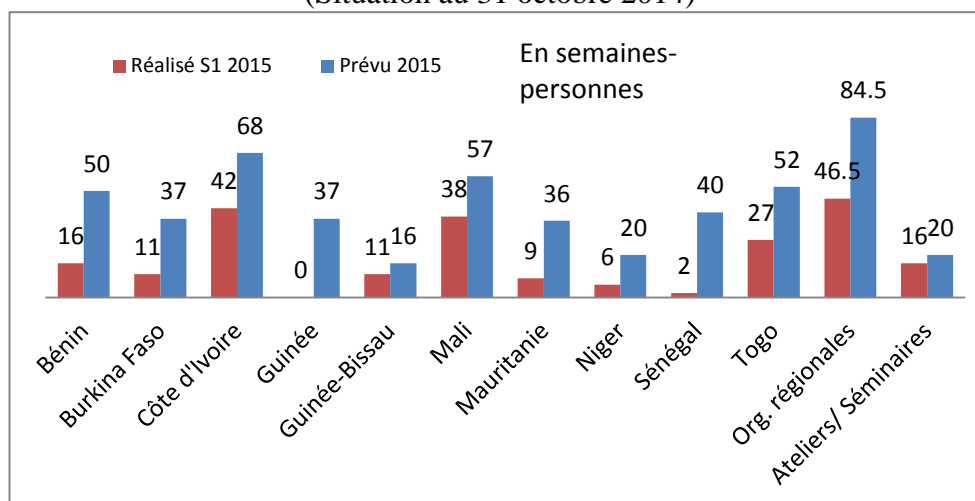


Tableau 1. Exécution du programme de travail AF 2015, par domaine  
(Situation au 31 octobre 2014)  
En semaines-personnes

Pays et organisations couverts	Ressources programmées			Ressources utilisées			Taux d'exécution	
	AF 2015	AF 2014	Var %	AF 2015	AF 2014	Var %	AF 2015	AF 2014
Administration douanière	61	68	-10%	33	33	0%	54%	49%
Administration fiscale	68	73	-7%	33	12	175%	49%	16%
Gestion des dépenses-budget	68	97	-30%	41	46	-11%	60%	47%
Gestion des dépenses-Trésor	65	59	10%	34	18	89%	52%	31%
Statistiques des finances publiques	62	64	-3%	16	17	6%	26%	27%
Statistiques du secteur réel	66	69	-4%	31	38	-20%	46%	55%
Gestion de la dette publique	68	81	-16%	8	30	-73%	12%	37%
Supervision bancaire	60	69	-13%	29	21	38%	48%	30%
<b>TOTAL</b>	<b>518.0</b>	<b>579.5</b>	<b>-11%</b>	<b>225</b>	<b>215.0</b>	<b>4%</b>	<b>43%</b>	<b>37%</b>

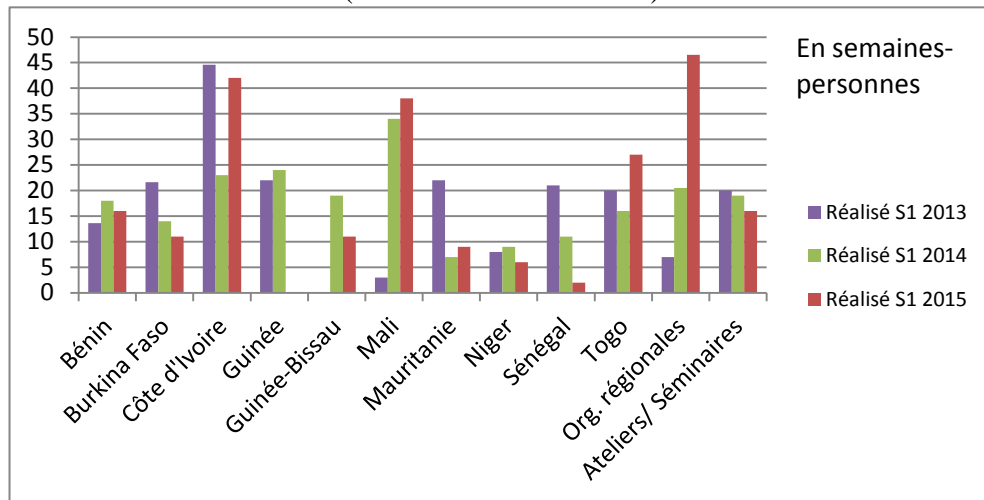
**Situation par pays/bénéficiaire de l'assistance technique.** Le programme de travail est bien avancé avec des pays et les organisations régionales. En effet, durant le premier semestre, plus de la moitié de l'assistance technique prévue pour quatre pays a été dispensée et tous les séminaires prévus pour le premier semestre ont été organisés.

Graphique 2. Exécution du programme de travail par pays et bénéficiaires  
(Situation au 31 octobre 2014)

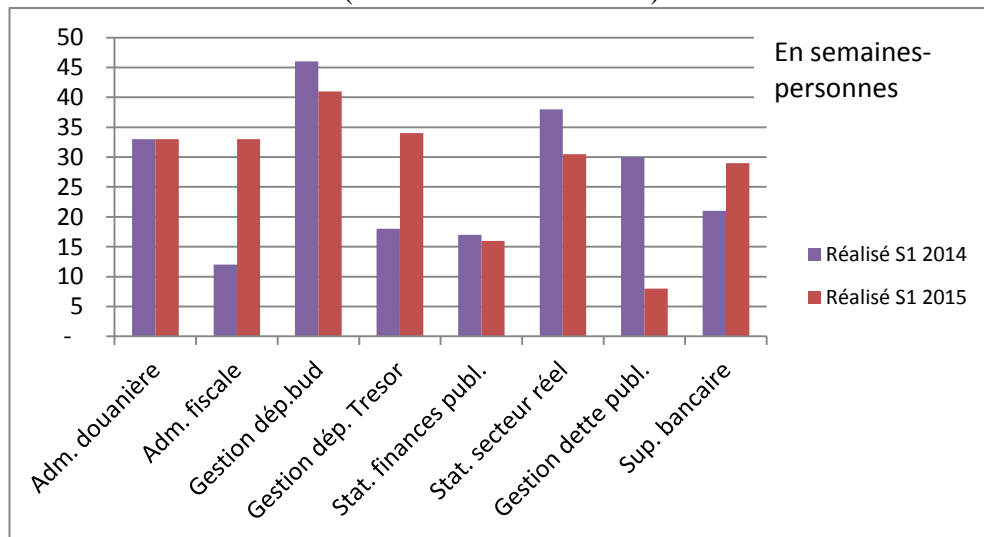


Les efforts consentis en direction du renforcement des activités relatives aux organisations régionales et aux formations sont notables sur le premier semestre. Au cours de ce semestre, les organisations régionales ont bénéficié de plus de volume d'AT que les autres bénéficiaires. Les pays ayant bénéficié de plus d'AT sont la Côte d'Ivoire, le Mali et le Togo. L'épidémie de fièvre Ebola a conduit à la suspension de toutes les missions en Guinée, en conformité avec les recommandations du siège du FMI.

Graphique 3. Exécution du programme de travail par pays  
(Situation au 31 octobre)



Graphique 4. Exécution du programme de travail par domaine  
(Situation au 31 octobre)

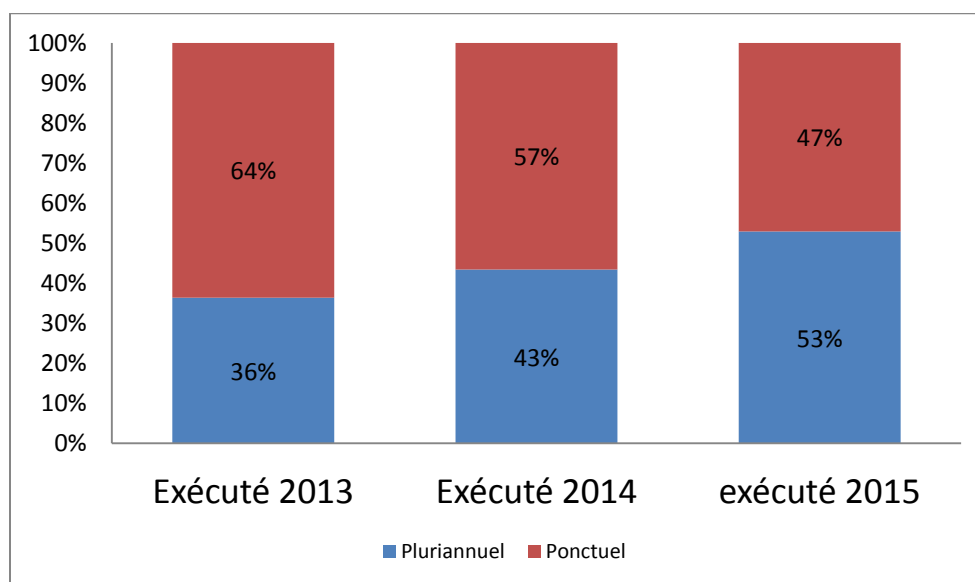


En termes de distribution du volume d'assistance technique fourni par le centre par domaine au premier semestre, la gestion des dépenses publiques (gestion budgétaire et comptabilité-trésor) est le premier domaine d'intervention du centre suivi par les finances publiques (administration douanière et fiscale), des statistiques du secteur réel et la supervision bancaire.

Au niveau des différents types d'activité, le centre a accru les activités liées aux projets pluriannuels. En effet, dans l'exécution du programme de travail de l'exercice 2015, la part des ressources consacrée aux projets pluriannuels ressort à 53% contre 47% pour les projets ponctuels (graphique 5).

Dans le domaine de la formation et du développement des capacités, le Centre a organisé un séminaire sur l'élaboration des documents méthodologiques des Comptes Nationaux et préparation au passage au SCN2008, un autre sur la migration vers le TOFE UEMOA 2009 et la Première réunion du « Groupe de travail régional sur le contrôle fiscal des opérations internationales des entreprises ».

Graphique 5. Part des projets pluriannuels du centre dans l'exécution du programme de travail



## Principaux résultats

Les résultats majeurs obtenus au cours du premier semestre portent sur :

- la mise en place en Côte d'Ivoire du système définitif de la gestion de l'analyse du risque automatisée et de la sélectivité avec une mise en production prévue en novembre 2014.

- l'identification de plusieurs contribuables relevant potentiellement de la Direction des moyennes entreprises dont 576 au Burkina Faso, 1670 au Bénin et 126 au Niger.
- la production des comptes nationaux annuels 2012-2013 en Guinée-Bissau
- la création d'une base profils d'importateur et le développement d'outils d'analyse du risque douanier au Togo.
- La mise en place d'un indicateur d'apurement des comptes d'imputation provisoire en Côte d'Ivoire.
- L'identification des besoins d'assistance technique de la BCEAO et de la Commission bancaire de l'UMOA en matière de surveillances des groupes bancaires transfrontaliers.
- La tenue de la première session du groupe de travail régional sur le contrôle fiscal des opérations internationales.
- La production des premiers éléments du cahier des charges du nouveau système d'information et l'expérimentation par des ministères pilotes de la nouvelle nomenclature budgétaire en Côte d'Ivoire.

### **Vie du centre**

Le coordinateur a visité trois pays au cours des six premiers mois, le Mali, le Sénégal et le Niger. Il a également eu plusieurs rencontres avec la direction de la BCEAO lors de sa visite à Dakar. Au cours de ces visites, il a rencontré les administrations bénéficiant des activités du centre et les partenaires techniques et financiers pour discuter de la qualité de l'assistance technique et des séminaires régionaux, des besoins nouveaux, et de la coordination avec l'offre existante. Le retour de la Banque africaine de développement (BAD) à Abidjan a permis également d'organiser une réunion avec le responsable du programme sur la gouvernance et le responsable régional afin d'assurer une meilleure coordination des programmes respectifs des deux institutions.

En matière de communication, le site internet du centre ([afritacouest.org](http://afritacouest.org)) qui a reçu plus de trente mille visites a continué de se développer avec la mise en ligne de nouveaux documents. Il s'agit en premier lieu d'un guide méthodologique sur les autorisations d'engagement et les crédits de paiements, une technique budgétaire qui permet de moderniser la budgétisation des investissements publics et d'accélérer leur exécution.<sup>1</sup> Cette technique est rendue possible dans les pays de l'UEMOA par la refonte de la loi organique portant loi de finance recommandée par une directive sur le cadre harmonisé des finances publiques. Des documents utilisés dans des séminaires régionaux ont aussi été mis en ligne. Par ailleurs,

---

<sup>1</sup> Ce document est accessible via le lien suivant : [Centre Régional d'Assistance Technique du FMI pour l'Afrique de l'Ouest - Publications](#)



la newsletter trimestrielle (la Gazette de l'AFRITAC de l'Ouest) dont le cinquième numéro vient de paraître est maintenant distribuée électroniquement à plus de 500 lecteurs.

Comme prévu, le centre a mis en place un site internet sécurisé pour la diffusion des comptes rendus de mission et des documents pour les réunions du CO dans le respect des règles sur la diffusion des informations relatives à l'assistance technique du FMI. Ce site est accessible au personnel du FMI et aux membres du CO qui ont signé un accord de confidentialité. La quasi-totalité des ministères des finances et des banques centrales des pays-membres (sauf deux) et des donateurs (sauf un) ont signé de tels accords. Une centaine de compte-rendu de missions sont aujourd'hui disponibles, couvrant l'AF2014 et le début de l'AF2015.<sup>2</sup>

### **Programme de travail révisé**

Par précaution, le programme de travail initial pour l'AF 2015 n'avait pris en compte que les ressources financières disponibles au 30 avril 2014, limitant par là-même le recours aux experts de court terme et le nombre de séminaires régionaux, les deux postes d'ajustement les plus aisés. Avec la confirmation du déboursement rapide de la contribution financière de la Commission de l'Union Européenne, le programme de travail a été réajusté à la hausse pour le deuxième semestre. Il prend en compte également les retards dans la mise en œuvre de l'AT dans les domaines de la gestion de la dette et des statistiques de finances publiques et intègre des nouvelles priorités exprimées par les pays-membres et par les organisations régionales, en particulier dans le domaine de la supervision bancaire (BCEAO) et de la gestion de la dette (Agence UMOA titres). En outre, il incorpore les activités programmées du nouveau conseiller en analyse et prévision macroéconomiques. Enfin trois nouveaux séminaires ou ateliers ont été programmés, dans les domaines de l'administration douanière, de la gestion des dépenses publiques, et des statistiques du secteur réel (tableau 2).

---

<sup>2</sup> Conformément à la politique de dissémination des résultats de l'assistance technique du FMI, la mise en ligne respecte le délai de non-objection de 60 jours laissé au récipiendaire du compte rendu définitif.

Tableau 2. Liste des séminaires et ateliers régionaux en AF 2015<sup>3</sup>

Domaines	Thème	Lieu	Date	Partenaires
Statistiques du secteur réel	Elaboration des documents méthodologiques des Comptes Nationaux et préparation au passage au SCN2008	Lomé/Togo	16-20 juin 2014	INSEE
Statistiques de finances publiques	La migration vers le TOFE UEMOA 2009	Dakar/Sénégal	8-12 septembre 2014	
Administration fiscale	Première réunion du « Groupe de travail régional sur le contrôle fiscal des opérations internationales des entreprises »	Abidjan/Côte d'Ivoire	22-26 septembre 2014	
Gestion des dépenses publiques	Passage à la Comptabilité en droits constatés et patrimoniale	Cotonou/Bénin	10-14 novembre 2014	
Statistiques du secteur réel	Formation sur les comptes nationaux trimestriels	Bamako/Mali	19-23 janvier 2015	INSEE/AFRISTAT
Gestion des dépenses publiques	La nomenclature budgétaire	Ouagadougou/Burkina Faso	09-13 février 2015	
Supervision et restructuration bancaire	Formation sur le contrôle des dispositifs de gestion des risques au sein des banques	Dakar/Sénégal	16-27 février 2015	Secrétariat général de la Commission bancaire de l'UMOA
Administration douanière	La gestion du risque	Abidjan/Côte d'Ivoire	22-27 février 2015	
Administration fiscale	Deuxième réunion du « Groupe de travail régional sur le contrôle fiscal des opérations internationales des entreprises »	Lomé/Togo	22-27 mars 2015	

<sup>3</sup> En bleu les programmations nouvelles

Au total, le volume d'AT projeté pour l'exercice en cours est en hausse de 8 % par rapport à la programmation initiale (tableau 3). Tandis que l'activité des CR reste globalement identique, celle des ECT est en augmentation de 36 %. L'augmentation est la plus sensible dans le domaine de l'administration douanière, de la supervision bancaire et de la gestion des dépenses publiques côté budget, en raison de l'organisation de nouveaux séminaires et de l'importance des demandes dans ces domaines. Dans les domaines de la gestion de la dette et des statistiques de finances publiques, la diminution des ressources programmées traduit le retard d'exécution observé au premier semestre et son rattrapage seulement partiel au second semestre.

Tableau 3. Programme de travail révisé pour l'AF 2015, par domaine

*En semaines-personnes*

Pays et organisations couverts	Programmées pour fin avril 2015			Révisées fin octobre 2014		
	Conseiller résident		Expert CT, Missions Siège	Total AFRITAC	Total AFRITAC	Variation
	Abidjan	Site				
Administration douanière	15	24	22	61	80	31%
Administration fiscale	22	24	22	68	79	16%
Gestion des dépenses-budget	25	18	25	68	81	18%
Gestion des dépenses-Trésor	18	23	24	65	75	15%
Statistiques des finances publiques	17	26	19	62	49	-21%
Statistiques du secteur réel	23	20	23	66	68	2%
Gestion de la dette publique	22	22	24	68	42	-38%
Supervision bancaire	24	22	14	60	73	22%
Analyse et prévision macro	0	0	0	0	12	
<b>TOTAL</b>	<b>166</b>	<b>179</b>	<b>173</b>	<b>518</b>	<b>559</b>	<b>8%</b>

*Source : AFW*

## I. ADMINISTRATION DOUANIÈRE

### A. Les principaux axes de l'assistance technique

Conformément au cadre logique de l'AFRITAC de l'Ouest 2012-2015, les missions du centre s'articulent autour des objectifs suivants :

- la modernisation de la législation douanière ;
- la promotion de l'intégration régionale par la facilitation des échanges (réduction des délais de dédouanement dans 2 pays AF 2013 puis 4 pays AF 2015);
- la simplification des procédures et la rationalisation des contrôles (appui des états dans l'approche guichet unique dans 2 pays AF 2013 puis 4 pays AF 2015);
- la modernisation de la gestion des ressources humaines ; et
- le partage des bonnes pratiques régionales et renforcements des capacités techniques des agents des douanes des 10 États membres.

### B. Activités réalisées et résultats

#### *Activités*

En volume horaire, le programme de travail dans ce domaine a totalisé 33 semaines-personnes. Le taux d'exécution ressort à 54 % sur toute l'année fiscale et à 80 % sur le premier semestre.

Tableau 4: Administration douanière — Synthèse des activités, mai 2014 - octobre 2014  
En semaines-personnes

Visites sur sites	Activités prévues	Réalisées	Ecart
Missions du conseiller	14	12	-2
Missions d'expert court terme (hors séminaire)	18	14	-4
Séminaires régionaux	0	0	0
Autres activités du conseiller	9	7	-2
<b>Total des ressources affectées</b>	<b>41</b>	<b>33</b>	<b>-8</b>

**Dans le domaine de la modernisation de la législation douanière**, il n'y a eu aucune activité significative.

**Dans le domaine de la facilitation des échanges**, le centre a poursuivi ses projets pluriannuels de mise en place de système de gestion automatisée du risque et de sélectivité des contrôles au Bénin et en Côte d'Ivoire.

**Dans le domaine de simplification des procédures et la rationalisation des contrôles**, les activités menées au cours de la période ont couvert:

- La poursuite de la mise en place d'une application pour informatiser le contentieux douanier au Bénin et au Mali.

- L'introduction de la fonction « Renseignement douanier » en Côte d'Ivoire
- Le développement des capacités en matière de contrôle de la valeur en douane en Guinée-Bissau
- La poursuite du développement des capacités en analyse de risque et la prise en charge des marchandises par un meilleur contrôle des manifestes au Togo.

**Dans le domaine de la modernisation de la gestion des ressources humaines**, il n'y a eu aucune activité significative.

### *Résultats*

Les principaux résultats de l'assistance technique par bénéficiaire sont fournis par le tableau suivant :

Tableau 5 : Principaux résultats obtenus en administration douanière

Pays	Activités semestre 1	Résultats
Bénin	Une mission sur la mise en œuvre du système d'analyse du risque et la mise en place de l'informatisation des contentieux	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Évaluation du système transitoire.</li> <li>• Élaboration d'un chronogramme pour la mise en place de l'informatisation des affaires contentieuses.</li> </ul>
Côte d'Ivoire	Deux missions, (1) sur la poursuite de la gestion de l'analyse du risque et de la sélectivité et (2) sur la mise en place de la fonction de « renseignement douanier »	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Système définitif mis en place avec une mise en production prévue le 1<sup>er</sup> novembre 2014;</li> <li>• Présentation d'une méthodologie ainsi que des outils de travail en matière d'analyse et de renseignement au travers d'un séminaire présenté aux cadres de la douane.</li> </ul>
Guinée Bissau	Une mission sur le développement des capacités en matière de contrôle de la valeur en douane.	Des agents des douanes ont été formés.
Mali	Une mission sur l'informatisation des affaires contentieuses.	Poursuite de la mise en place de l'application informatique des contentieux douaniers.
Togo	Une mission sur la poursuite du renforcement de la gestion du risque.	Création d'une base profils d'importateur et développement d'outils d'analyse du risque.

### C. Réaménagement du programme de travail pour le second semestre

Le programme de travail a été révisé pour tenir compte des progrès inégaux dans les projets pluriannuels en gestion du risque dans certains pays. Au total une augmentation substantielle du volume d'assistance technique est programmée au deuxième semestre :

- Deux missions sur la poursuite du projet pluriannuel sur la *Gestion du risque automatisée et de la sélectivité* ont du être déplacées au deuxième semestre. Dans le premier cas, l'expert n'était pas disponible (Burkina Faso) et dans l'autre (Sénégal) les responsables du projet n'ont pas mis en place les préalables exigés au lancement d'une nouvelle mission.
- Cinq missions en réserve ont été ajoutées à la programmation du deuxième semestre:
  - Bénin : Évaluation du projet pluriannuel sur la Gestion du risque (une semaine)
  - Côte d'Ivoire : Deux missions de suivi et d'évaluation du projet pluriannuel sur la *Gestion du risque*, ce qui permettrait de clôturer le projet; Une mission sur la poursuite de la mise en place de la fonction «Renseignement douanier».
  - Togo : Analyse du risque
  - L'atelier régional qui avait été initialement mis en réserve a été ajouté au programme. Il portera sur les règles bloquantes et l'importance d'intégrer des indicateurs de rendements dans une gestion de risque.

#### Administration douanière- Programme de travail AF2015

EN SEMAINES-HOMMES

STATUT DES MISSIONS	PROGRAMMEES EN AVR 2014	UTILISEES FIN OCT 2014	REVISEES FIN OCT 2014
1er semestre	41	33	-
2e semestre	20	-	47
TOTAL	61	-	80

## II. ADMINISTRATION FISCALE

### A. Principaux axes de l'assistance technique

Le programme d'activités de l'année fiscale 2015 est articulé autour de deux axes majeurs :

- Le renforcement du programme pluriannuel de modernisation de la gestion des moyennes entreprises par l'identification des actes prioritaires de cette réforme pour chaque pays et l'adaptation des solutions envisagées au contexte national.

- Le renforcement des capacités des administrations fiscales dans le contrôle des opérations internationales réalisées par des filiales de groupes internationaux installées dans la région (entreprises minières, banques, assurances, télécommunications, brasseries...), à travers notamment la mise en place des groupes de travail régionaux.

## B. Activités réalisées et résultats

### *Activités*

En volume, le programme de travail dans ce domaine a totalisé 33 semaines-personnes. Le taux d'exécution ressort à 103% sur le premier semestre et à 49% sur l'année fiscale.

Le tableau ci-après résume les activités de la période.

**Tableau 6 : Administration fiscale — Synthèse des activités, mai 2014 - Octobre 2014**

En semaines -personnes

Visites sur sites	Activités prévues	Réalisées	Ecart
Missions du conseiller	13	14	1
Missions d'expert court terme (hors séminaire)	8	10	2
Séminaires régionaux	3	3	0
Autres activités du conseiller	8	6	-2
<b>Total des ressources affectées</b>	<b>32</b>	<b>33</b>	<b>1</b>

### *Résultats au plan régional*

Conformément au programme de travail AF (2015), l'AFRITAC de l'Ouest a organisé du 22 au 26 septembre 2014 à Abidjan, la première session du groupe de travail régional sur le contrôle fiscal des opérations internationales. Aux termes desdits travaux, les résultats ci-après ont été atteints :

- Un document synthétique des dispositifs législatifs nationaux de lutte contre les transferts indirects de bénéfices a été conçu pour susciter des comparaisons, et le cas échéant, inciter les États à aligner leurs législations sur les meilleurs dispositifs.
- Un document explicatif des principaux problèmes rencontrés dans le contrôle fiscal des opérations internationales a été élaboré. Il couvre: (1) les contrats internationaux, (2) la sous-capitalisation des entreprises étrangères, (3) la valorisation des investissements étrangers, (4) les prestations de services rendues par les entreprises

étrangères, (5) les cessions de primes de réassurance à l'étranger (6) l'appréciation du concept de prix de transfert, (7) le roaming et les opérations de trafic international en matière de télécommunications, (8) les rémunérations du personnel expatrié.

- Un plan de formation des vérificateurs sur ces problèmes a été élaboré et adopté par les participants.

### *Résultats par pays*

**Tableau 7 : Principaux résultats obtenus en administration fiscale par pays.**

<b>Pays</b>	<b>Activités Semestre 1</b>	<b>Résultats</b>
<b>Bénin</b>	Une mission sur la modernisation de la gestion des moyennes entreprises	Elaboration d'un programme de surveillance des obligations fiscales  Identification de 1670 nouvelles entreprises répondant potentiellement aux critères de moyenne entreprise
<b>Burkina Faso</b>	Une mission sur la réévaluation des performances des deux directions des moyennes entreprises (DME)	Identification de <b>576 nouveaux contribuables</b> relevant potentiellement de la DME du Centre soit un taux possible d'élargissement de l'assiette de 15%  Identification de <b>89 contribuables</b> de la DME du Centre dont les déclarations présentent des écarts négatifs significatifs par rapport aux renseignements fiscaux collectés et traités.
<b>Côte d'Ivoire</b>	Deux missions sur le renforcement de la gestion de la TVA et l'amélioration de la comptabilisation des recettes fiscales	Provision des outils méthodologiques et didactiques pour l'amélioration du suivi de la TVA.  Plan d'action pour l'amélioration de la comptabilisation des recettes fiscales
<b>Guinée Bissau</b>	Exploration des voies pour le renforcement des capacités de l'administration fiscale dans la perspective de l'introduction de la TVA.	Elaboration d'un cadre logique d'intervention pour les deux prochaines années
<b>Mali</b>	deux missions sur la modernisation de la gestion des moyennes entreprises	Elaboration d'un programme de surveillance des obligations fiscales.  Identification de 6619 fournisseurs de l'Etat ayant fait l'objet de retenue à la source et dont le montant des opérations, pour la plupart, suggère leur transfert d'office à la DME



<b>Niger</b>	Une mission sur la modernisation de la gestion des moyennes entreprises	Elaboration d'un programme de surveillance des obligations fiscales  Identification de 126 nouveaux contribuables dont le montant des opérations, pour la plupart, suggère leur transfert d'office à la DME.
<b>Togo</b>	Une mission d'assistance technique du département des finances publiques (FAD) du FMI	Elaboration d'une nouvelle stratégie de modernisation de l'administration fiscale.  Actualisation du Programme pluriannuel de modernisation de la gestion des moyennes entreprises.  Elaboration d'un plan d'action pour la mise en œuvre des recommandations de la mission FAD relatives à la gestion des moyennes entreprises.

### C. Réaménagement du programme de travail pour le second semestre

Une nouvelle mission en Guinée-Bissau a été ajoutée au programme de travail et les trois missions qui avaient été mises en réserve dans le programme de travail FY 2015 sont incluses dans le programme de travail révisé, en hausse sensible par rapport au programme initial :

- **Côte d'Ivoire** : la seconde mission ponctuelle sur le renforcement de la gestion des moyennes entreprises sera programmée au cours du second semestre.
- **Guinée** : La mission additionnelle dans le cadre du programme pluriannuel de renforcement de la gestion des arriérés fiscaux et de l'amélioration de la comptabilisation des recettes est programmée sous réserve d'une évolution positive de la situation sanitaire actuelle.
- **Niger** « : La mission en réserve dans le cadre du programme pluriannuel de modernisation de la gestion des moyennes entreprises a été réalisée au cours du premier semestre à la demande de l'administration fiscale. Elle s'ajoute à la mission programmée au troisième trimestre sur le même projet pluriannuel.

Administration fiscale –Programme de travail AF 2015

EN SEMAINES-  
HOMMES

STATUT DES MISSIONS	PROGRAMMEES EN AVRIL 2014	UTILISEES FIN OCT 2014	REVISEES FIN OCT 2014
1er Semestre	32	33	-
2e Semestre	36	-	46
<b>TOTAL</b>	<b>68</b>	<b>-</b>	<b>79</b>

### III. GESTION DES DEPENSES PUBLIQUES

#### III.1. Budget

##### A. Les principaux axes de l'assistance technique

*Au plan régional*, le Centre poursuit l'accompagnement de la Commission de l'UEMOA dans la mise en œuvre des directives sur le cadre harmonisé de gestion des finances publiques : atelier régional sur les AE/CP, rédaction de notes techniques. Les sessions de l'Observatoire des finances publiques de l'UEMOA auxquelles le conseiller avait été invité ont été suspendues par la Commission de l'UEMOA en raison des risques sanitaires dans la région.

*Au niveau des pays*, le Centre a poursuivi ses activités d'appui à la mise en œuvre des réformes et de conduite des activités prévues dans les PPAT, à l'exception d'une mission en Guinée sur la budgétisation de la masse salariale, suspendue à cause de l'épidémie d'Ebola.

##### B. Activités réalisées et résultats

###### *Activités*

En volume horaire, le programme de travail dans ce domaine a totalisé 41 semaines-personnes. Le taux d'exécution du Centre dans ce domaine ressort à 60 % sur l'année fiscale et à 98 % sur le premier semestre.

**Tableau 8 : Gestion budgétaire— Synthèse des activités, mai 2014 - Octobre 2014**  
En semaines-personnes

Visites sur sites	Activités prévues	Réalisées	Ecart
Missions du conseiller	11	6	-5
Missions d'expert court terme (hors séminaire)	14	10	-4
Séminaires régionaux	0	0	0
Autres activités du conseiller	17	25	8
<b>Total des ressources affectées</b>	<b>42</b>	<b>41</b>	<b>-1</b>

###### *Résultats au plan régional*

Les activités réalisées ont permis d'atteindre les résultats suivants :

- Résultats 1 : les acteurs nationaux de la gestion des dépenses d'investissement sont mieux formés à la problématique des AE/CP ;
- Résultats 2 : des fiches techniques régionales relatives à la nomenclature budgétaire et au détail des coûts ont été élaborées par AFRITAC.

*Résultats par pays***Tableau 9 : Principaux résultats obtenus en Gestion budgétaire par pays.**

<b>Pays</b>	<b>Activités Semestre 1</b>	<b>Résultats</b>
<b>Burkina Faso</b>	Une mission sur la mise en œuvre du budget-programme	<ul style="list-style-type: none"> <li>le poids financier des opérateurs et leur contribution à la mise en œuvre des politiques publiques sont identifiés</li> <li>les critères d'identification des opérateurs sont définis.</li> </ul>
<b>Côte d'Ivoire</b>	appuis à l'élaboration des tables de la nouvelle nomenclature budgétaire conforme aux directives de l'UEMOA de 2009 et à l'élaboration d'un cahier des charges pour la rénovation du SI budgétaire.	<ul style="list-style-type: none"> <li>les premiers éléments du cahier des charges du nouveau SI sont disponibles</li> <li>des ministères pilotes ont expérimenté la nouvelle NBE</li> <li>les premiers éléments de réflexion sur les nouveaux processus budgétaires sont identifiés</li> </ul>
<b>Mali</b>	deux activités ont concerné (i) la mise en œuvre de la réforme de la budgétisation des investissements selon la méthode des AE/CP conformément au PPAT et ; (ii) le rôle et responsabilités des acteurs du programme.	<ul style="list-style-type: none"> <li>les capacités en gestion des investissements en AE/CP sont renforcées</li> <li>l'annexe budgétaire relative aux AE/CP est disponible.</li> <li>la chaîne managerielle du programme est discutée et validée au niveau technique</li> <li>un projet de texte définissant le rôle, les responsabilités et les conditions de désignation des acteurs du programme est disponible</li> </ul>
<b>Togo</b>	Les activités prévues dans le PPAT visant à renforcer la crédibilité budgétaire ont débuté avec un important appui pour la production d'un cadrage budgétaire pour la période 2015-2017 dans le cadre de la préparation du PLF 2015.	<ul style="list-style-type: none"> <li>les capacités des acteurs de la programmation budgétaire sont renforcées et le travail de cadrage est plus exhaustif et mieux organisé</li> <li>le cadre budgétaire 2015-2017 est disponible dans le cadre de la préparation du PLF 2015.</li> </ul>

**C. Réaménagement du programme de travail pour le second semestre**

Il est proposé d'inscrire dans le programme principal, les activités en réserve ci-après dans les pays:

- **Côte d'Ivoire** : système d'information budgétaire ;
- **Guinée-Bissau** : préparation budgétaire ;
- **Niger** : réforme budgétaire.

**En Guinée**, compte tenu de la situation sanitaire dans le pays, les activités relatives à la

gestion de la masse salariale ne pourront pas être conduites conformément au calendrier initial. Il est ainsi proposé de basculer en réserve une des deux missions du programme principal.

**Au plan régional**, il est proposé de réactiver le séminaire régional dédié à la nomenclature budgétaire de l'État placé en réserve jusqu'à présent et de l'étoffer avec la présence de 2 experts supplémentaires.

#### Gestion des dépenses publiques-Budget

EN SEMAINES-HOMMES

STATUT DES MISSIONS	PROGRAMMEES EN AVRIL 2014	UTILISEES FIN OCT 2014	REVISEES FIN OCT 2014
1er Semestre	42	41	-
2e Semestre	26	-	40
TOTAL	68	-	81

### III.2 Comptabilité et gestion de trésorerie publiques

#### A. Les principaux axes de l'assistance technique

Conformément au cadre logique de l'AFRITAC de l'Ouest 2012-2016, les missions du centre s'articulent autour des objectifs suivants :

- L'appui à la réforme et à l'actualisation des cadres juridiques relatifs à la gestion des finances publiques ;
- Le renforcement de la transparence et l'amélioration des comptabilités publiques ;
- La promotion et la diffusion des bonnes pratiques en matière de gestion de trésorerie et de comptabilité publiques.

#### B. Activités réalisées et résultats

##### *Activités*

Pour cette première moitié de l'année fiscale, le taux d'exécution du programme de travail ressort à 52 % sur l'année fiscale et à 3 % de plus que le maximum prévu par le programme initial pour le premier semestre. Cette différence s'explique par la participation, non prévue dans le programme, du CR à un séminaire régional dédié au Tableau des opérations financières de l'Etat en qualité d'expert en comptabilité publique.

#### Tableau 10 : Comptabilité et Trésor — Synthèse des activités, mai 2014 - Octobre 2014

En semaines-personnes

Visites sur sites	Activités prévues	Réalisées	Ecarts
Missions du conseiller	12	12	0
Missions d'expert court terme (hors séminaire)	14	14	0
Séminaires régionaux	0	1	1
<b>Autres activités du conseiller</b>	7	7	0
<b>Total des ressources affectées</b>	33	34	+1

**Le CR délivre son assistance technique dans deux grands domaines : la comptabilité publique et la gestion de la trésorerie de l'Etat (GTE).** Ces appuis consistent surtout à mettre en œuvre les directives de l'UEMOA sur le Cadre harmonisé des finances publiques, en étroite collaboration avec la Commission. Les appuis ont porté notamment sur l'apurement des balances générales des comptes de l'Etat (BGC), l'élaboration de plans comptables de l'Etat (PCE) en appui à l'internalisation ou sous forme de PCE commenté, l'amélioration de la comptabilisation des recettes et la rédaction des nouveaux Recueils des normes comptables de l'Etat.

**Cinq nouveaux PPAT.** Jusque là, aucun PPAT ne couvrait les problématiques de ce sous-secteur. Depuis son entrée en fonctions, le CR a formulé cinq PPAT pour le Mali, la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Sénégal et le Togo. Les thèmes recouvrent tout le spectre du secteur (comptabilité en droits constatés et patrimoniale –CDCP- pour le Mali, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Bénin, GTE pour le Togo). A ce jour, deux d'entre eux ont été validés par les autorités nationales (Togo et Mali).

**Le conseiller résident est impliqué dans des activités de recherche** en matière de plan comptable de l'Etat, de TOFE base balance et de compte unique du Trésor (CUT). L'expérience de terrain incomparable que permet AFRITAC, doit être capitalisée afin de permettre des avancées notables dans la mise en œuvre des réformes appuyées par le Centre.

### Résultats

**Tableau 11 : Principaux résultats obtenus en trésorerie et comptabilité publiques**

Pays	Activités	Résultats
<b>Côte d'Ivoire</b>	2 missions prévues et 2 réalisées sur la BGC et la comptabilisation des recettes. Les objectifs et indicateurs ont été mis en place à l'occasion de ces missions.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en place d'un indicateur d'apurement des comptes d'imputation provisoire.</li> <li>Formulation de propositions pour améliorer l'émission des recettes.</li> </ul>
<b>Mali</b>	2 missions prévues sur le PCE commenté 1 et sur le RNCE 1 et deux réalisées. Deux étapes intermédiaires prévues et atteintes.	<ul style="list-style-type: none"> <li>La classe 1 du PCE a été rédigée sous forme de fiches comptes.</li> <li>7 normes (sur 14) du RNCE ont été rédigées.</li> </ul>
<b>Sénégal</b>	1 mission réalisée mais non prévue au programme de travail.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les bonnes pratiques en matière de TOFE base balance ont été diffusées.</li> </ul>
<b>Togo</b>	1 mission prévue et une mission réalisée sur les plans de passation de marchés et plans d'engagement.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les canevas de PPM et PE ont été validés par les administrations utilisatrices.</li> <li>Les procédures de confection des PPM et PE</li> </ul>

	Une étape intermédiaire prévue et réalisée.	ont été documentées.
<b>Organisations régionales</b>	2 missions prévues et réalisées. Une étape intermédiaire prévue et réalisée	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assistance à la Commission de l'UEMOA sur le PCE UEMOA (identification des points à préciser et propositions de solutions).</li> </ul>

### C. Réaménagement du programme de travail pour le second semestre

Suite à l'octroi de financements attendus, le programme de travail a été augmenté de deux manières. Tout d'abord, des missions qui devaient être exécutées par le conseiller seul pourront désormais être réalisées avec l'appui d'un expert de court terme, dans le cas de deux missions (CUT au Bénin et PPM/PE au Togo). Ensuite, deux nouvelles missions d'experts de court terme ont été rajoutées (élargissement des titres publics en Mauritanie et PCE commenté 2 au Mali).

#### Gestion des dépenses publiques-Comptabilité et trésor

EN SEMAINES-HOMMES

STATUT DES MISSIONS	PROGRAMMEES EN AVRIL 2014	UTILISEES FIN OCT 2014	REVISEES FIN OCT 2014
1er Semestre	33	34	-
2e Semestre	32	-	41
TOTAL	65	-	75

## IV. STATISTIQUES MACROECONOMIQUES

### IV.1. Statistiques de finances publiques

#### A. Principaux axes de l'assistance technique

Conformément au cadre logique de l'AFRITAC de l'Ouest 2012-2016, les missions du centre s'articulent autour des deux axes suivants :

- Aide au passage au TOFE 2009, et aux autres tableaux requis par le nouveau cadre harmonisé des finances publiques de l'UEMOA, en référence au *Manuel de statistiques de finances publiques 2001 (MSFP 2001)* du FMI
- Amélioration du Tableau des Opérations Financières (TOFE) existant, sur la base des directives UEMOA de 1998, en référence au *MSFP 1986*. Dans plusieurs pays, prise en compte de la balance générale des comptes du Trésor (BGCT) comme principale source du TOFE.

## B. Activités réalisées et résultats

### Activités

En volume horaire, le programme de travail dans ce domaine a totalisé 16 semaines-personnes sur 27 semaines prévues. Le taux d'exécution du Centre dans ce domaine ressort ainsi à 59 % sur le premier semestre et à 26 % sur l'année fiscale. Plusieurs missions n'ont pu être effectuées, notamment en Côte d'Ivoire (l'atelier prévu n'a pas pu être financé), et en Guinée. Elles sont reportées au quatrième trimestre, si les conditions sont réunies. Enfin, il est à noter :

- une difficulté propre au domaine : la difficulté à confier certaines missions à des experts de court terme, et notamment des experts régionaux. Cet aspect devrait connaître une amélioration au second semestre.
- Une perspective positive : plusieurs missions seront organisées conjointement avec la commission de l'UEMOA. Le premier exemple a été la mission au Togo (30 juillet – 8 août 2014).

**Tableau 12: Statistiques de finances publiques --- Synthèse des activités, mai 2014 - octobre 2014**  
En semaines-personnes

Visites sur sites	Activités prévues	Réalisées	Ecart
Missions du conseiller	10	5	-5
Missions d'expert court terme (hors séminaire)	7	0	-7
Séminaires régionaux	5	5	0
<b>Autres activités du conseiller</b>	5	6	1
<b>Total des ressources affectées</b>	27	16	11

**Dans le domaine de l'amélioration du TOFE, et de l'aide au passage au TOFE 2009, en application du cadre harmonisé des finances publiques de l'UEMOA (2009),** les activités menées au cours de la période ont consisté principalement à :

- Mettre en œuvre le programme de missions d'assistance technique, ce qui s'est traduit par une mission au Mali (mai 2014), et une mission au Togo (août 2014). Une mission prévue en Guinée (T2) n'a pu être organisée dans les circonstances particulières de l'année 2014.
- Organiser un séminaire régional qui a eu lieu à Dakar du 8 au 12 septembre 2014.

L'accent a été mis dans pratiquement tous les pays visités sur la fixation d'étapes pour la mise en œuvre du nouveau TOFE (en référence au *MSFP 2001*), sur la formation des cadres sur la méthodologie, et sur l'amélioration de la coordination et de la collaboration des services impliqués dans la production du TOFE.

Il est rappelé le retard pris dans tous les pays de l'UEMOA pour la transposition dans les législations nationales des directives relatives au cadre harmonisé des finances publiques de 2009, par rapport au calendrier prévu, y compris pour la directive TOFE de 2009. Par voie de

conséquence, la production des tableaux statistiques du nouveau cadre harmonisé a également pris du retard. S'agissant de la transposition des directives, le retard devrait être rattrapé à la fin de l'année 2014 dans tous les pays.

### *Résultats*

**Tableau 13 : Principaux résultats obtenus en statistiques de finances publiques**

<b>Pays</b>	<b>Activités Semestre 1</b>	<b>Résultats</b>
<b>Mali</b>	Une mission sur le passage progressif au TOFE 2009.	Fixation d'étapes de passage au TOFE UEMOA 2009, au premier semestre de 2015, dans le cadre de la feuille de route agréée avec le FMI (consécutive à la facilité élargie de crédit accordée en décembre 2013).  Reprise par le Trésor de la transmission des données de SFP au département des statistiques du FMI (questionnaire annuel en format <i>MSFP 2001</i> , pour publication dans le <i>GFS yearbook</i> ).
<b>Togo</b>	Une mission sur le passage progressif au TOFE 2009.	Formation des cadres en charge du TOFE, ou de la production de comptes et statistiques pour le TOFE  Fixation d'étapes pour le passage en 2015 au TOFE format <i>MSFP 2001</i> et pour l'application du cadre d'analyse minimum de la Directive UEMOA de 2009.
<b>Régional</b>	séminaire régional sur la mise aux normes internationales et régionales des statistiques de finances publiques, principalement en référence au <i>MSFP 2001</i>	40 participants formés

### **C. Réaménagement du programme de travail pour le second semestre de l'année fiscale 2015**

A la suite de la mission au Togo (premier semestre), plusieurs missions seront organisées conjointement par l'AFRITAC de l'Ouest et la Commission de l'UEMOA, comme par exemple la Guinée Bissau et le Niger dès novembre 2014.

La mission d'assistance technique en Guinée, initialement prévue au deuxième trimestre de l'année 2014-2015, est mise en réserve. Elle pourra être effectuée au quatrième trimestre si les conditions le permettent.

L'atelier en Côte d'Ivoire initialement prévu au premier trimestre sera organisé au troisième ou au quatrième trimestre selon la disponibilité des partenaires ivoiriens.



Enfin une note technique destinée à la Commission de l'UEMOA, dans le cadre du partenariat pour la mise en œuvre de la Directive de 2009 sur le TOFE, sera rédigée au quatrième trimestre.

### Statistiques des finances publiques

EN SEMAINES-HOMMES

STATUT DES MISSIONS	PROGRAMMEES EN AVRIL 2014	UTILISEES FIN OCT 2014	REVISEES FIN OCT 2014
1er Semestre	27	16	-
2e Semestre	35	-	33
TOTAL	62	-	49

## V.2. Statistiques du secteur réel

### A. Principaux axes de l'assistance technique

Au cours du premier semestre de l'année fiscale 2015, les activités du conseiller en statistiques du secteur réel sont restées centrées sur la comptabilité nationale. L'objectif est d'amener tous les États membres à produire les comptes nationaux selon le *Système de Comptabilité Nationale de 1993 (SCN 1993)*, dans des délais de temps raisonnables, selon des techniques statistiques solides, et sur un champ répondant aux besoins des utilisateurs, y compris le développement des comptes nationaux trimestriels (CNT).

### B. Activités réalisées et résultats obtenus

#### Activités

L'exécution du programme de travail a totalisé 31 semaines-personnes. Le taux d'exécution du Centre dans ce domaine ressort à 46 % sur l'année fiscale et à 72 % sur le premier semestre. Le tableau 14 synthétise les activités réalisées en matière de statistiques du secteur réel au cours de la période. Les appuis ont essentiellement été apportés aux pays qui poursuivent la mise en œuvre du *SCN 1993*, ou qui souhaitent développer les CNT. Les interventions ont couvert six des dix États membres. Les activités sont résumées ci-après.

**Tableau 14 : Statistiques du secteur réel-synthèse des activités (mai à octobre 2014)  
En semaines-personnes**

Visites sur sites	Activités prévues	Réalisées	Écarts
Missions du conseiller	15	7	-8
Missions d'experts court terme (hors ateliers régionaux)	13	8	-5
Ateliers régionaux	6	6	0
<b>Autres activités du conseiller</b>	9	10	1
<b>Total des ressources affectées</b>	43	31	-12

Les autres activités régionales ont consisté en la participation à un séminaire régional et au Conseil Scientifique d'AFRISTAT où le Centre a le statut d'observateur.

### *Résultats par pays.*

**Tableau 15 : Principaux résultats obtenus en statistiques du secteur réel**

<b>Pays</b>	<b>Activités Semestre 1</b>	<b>Résultats</b>
<b>Bénin</b>	Une mission prévue a été réalisée sur l'élaboration des comptes nationaux annuels (CNA) de l'année 2012	Les CNA 1999-2012 sont disponibles.
<b>Burkina Faso</b>	Une Mission sur l'élaboration des comptes nationaux trimestriels (CNT)	Le PIB trimestriel en volume est disponible  Deux notes d'analyse des PIB trimestriels ont été produites
<b>Côte d'Ivoire</b>	formation de deux cadres disponibles sur l'utilisation de la maquette des comptes nationaux trimestriels et le chaînage du tableau des ressources et des emplois (TRE)	Une note d'analyse des PIB en volume des premier et deuxième trimestres 2014 est disponible  Deux cadres sont formés à l'utilisation de la maquette des CNT et du chaînage des TRE
<b>Guinée-Bissau</b>	Elaboration des CNA définitifs 2012 et provisoires 2013	Les CNA 2012-2013 ont été produits
<b>Mali</b>	Une mission sur la faisabilité des CNT a été réalisée	Un cadre logique pour le projet des CNT est élaboré. Une maquette des CNT est disponible.
<b>Niger</b>	formation des directeurs régions de l'INS affectés à la division de la comptabilité nationale au SCN 1993 et à l'utilisation d'ERETES.	Six cadres sont formés au SCN 1993 et à l'utilisation d'ERETES.
<b>Régional</b>	Atelier de rédaction des notes méthodologiques sur l'élaboration des comptes nationaux.	Formation de 50 participants des 10 pays membres.

### **C. Réaménagement du programme de travail pour le second semestre**

Trois nouvelles missions et un séminaire ont été rajoutés au programme de travail. Les missions portent sur (i) l'accélération de la diffusion de la nouvelle série des CNA conformes au *SCN 1993* au Mali par la mise en lace d'un dispositif des CNA provisoires ; (ii) la poursuite de la formation des cadres de la Guinée Bissau au *SCN 1993* en vue de renforcer leur autonomie ; (iii) l'appui à la refonte de l'indice harmonisé des prix à la consommation finale (IHPC) en Mauritanie. Pour ce dernier pays, un appui à distance est prévu pour l'intégration de l'enquête sur le secteur informel de 2012 dans les comptes nationaux. Le séminaire régional impliquera l'INSEE, AFRISTAT et AFRITAC du Centre ; il sera axé sur les CNT et permettra d'échanger sur les bonnes pratiques et les stratégies à mettre en place pour intégrer les changements d'année de base des CNA et la migration vers le *SCN 2008*.

STATUT DES MISSIONS	PROGRAMMEES EN AVRIL 2014	UTILISEES FIN OCT 2014	REVISEES FIN OCT 2014
1er Semestre	43	31	-
2e Semestre	23	-	37
TOTAL	66	-	68

## V. GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE

### A. Les principaux axes de l'assistance technique

Le programme d'assistance technique de l'année fiscale 2015 est fondé sur les objectifs stratégiques suivants :

- le renforcement du cadre de formulation et de mise en œuvre de la politique d'emprunt ;
- le renforcement du cadre organisationnel de l'unité de gestion de la dette ;
- le développement des capacités d'intervention sur le marché des titres publics et de gestion active de la trésorerie de l'Etat ;
- le renforcement des capacités d'analyse et opérationnelles des entités en charge de la gestion de la dette publique
- le développement du marché des titres publics dans l'UEMOA
- l'appui à la mise en place et l'opérationnalisation de l'Agence UMOA-Titres.

### B. Activités réalisées et résultats

#### *Activités*

En volume horaire, le programme de travail a totalisé 8 semaines-hommes contre une prévision de 41 semaines-homme soit un taux d'exécution du programme au titre du premier semestre de 20%. Le faible taux d'exécution est dû : (i) à la demande, par l'Agence UMOA-Titres, de report au deuxième semestre des activités prévues à son profit; (ii) aux ennuis de santé qu'a connus l'ancien Conseiller résident, et ; (iii) au report de certaines missions en raison de l'indisponibilité des autorités de certains pays (ex. Côte d'Ivoire) et de la situation sanitaire en Guinée.

Aucune mission n'a été réalisée au niveau régional. En début d'exercice financier, six activités ont été prévues sur toute l'année au profit de l'Agence UMOA-Titres, dont quatre devaient se réaliser au cours du premier semestre. Ces activités avaient pour principal objectif de soutenir la mise en place et l'opérationnalisation de l'Agence. Afin de mieux repenser sa stratégie, l'Agence a demandé le report au deuxième semestre de toutes les activités prévues au premier semestre. Le centre s'est accordé avec l'Agence sur un calendrier réaménagé qui devrait permettre de réaliser au moins 80% de toutes les activités prévues en début d'exercice.

**Tableau 16: Gestion de la dette publique - Synthèse des activités, mai 2014 - Octobre 2014**  
En semaines-personnes

Visites sur sites	Activités prévues	Réalisées	Ecarts
Missions du conseiller	14	2	-12
Missions d'expert court terme (hors séminaire)	14	4	-10
Séminaires régionaux	0	0	0
<b>Autres activités du conseiller</b>	13	2	-11
<b>Total des ressources affectées</b>	41	8	-33

### *Résultats*

Les principaux résultats par bénéficiaire sont synthétisés dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 17. Principaux résultats obtenus en gestion de la dette publique**

Pays	Activités	Résultats
<b>Mali</b>	Appui au renforcement de la qualité des données de la dette publique	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un projet de procédures de validation de la base de données a été élaboré</li> <li>• Le personnel de la Direction Générale de la Dette est en mesure de poursuivre la correction des erreurs dans la base de données</li> </ul>
<b>Mauritanie</b>	Appui à la mise en place de la structure unique de gestion de la dette publique	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un projet de réorganisation des services de gestion de la dette a été soumis aux autorités</li> </ul>
<b>Sénégal</b>	Appui à la formulation d'un cadre légal et institutionnel propice à la formulation, la mise en œuvre et à l'évaluation de stratégies de dette à moyen terme	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un document de politique de gestion de la dette est en cours d'élaboration</li> </ul>

### **C. Réaménagement du programme de travail pour le second semestre**

Le programme de travail du deuxième semestre a été réaménagé pour tenir compte du faible taux d'exécution obtenu au premier semestre. Le réaménagement proposé permettra une visite dans huit Etats membres et soutenir l'opérationnalisation de l'Agence. A cet effet, dix missions sont prévues (cinq missions au profit de l'Agence et une mission respectivement au

Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Niger et au Togo). En volume horaire, le programme de travail du deuxième semestre prévoit l'utilisation de 38 semaines-hommes (y compris le temps de préparation).

**Gestion de la dette publique**

EN SEMAINES-HOMMES

STATUT DES MISSIONS	PROGRAMMEES EN AVRIL 2014	UTILISEES FIN OCT 2014	REVISEES FIN OCT 2014
1er Semestre	41	8	-
2e Semestre	27	-	34
TOTAL	68	-	42

## VI. SUPERVISION ET RESTRUCTURATION BANCAIRES

### A. Les principaux axes de l'assistance technique

Conformément au cadre logique de l'AFRITAC de l'Ouest 2012-2016, les missions du centre s'articulent autour des objectifs suivants :

- le renforcement de l'efficacité de la supervision bancaire ;
  - o mise en conformité avec les principes fondamentaux du Comité de Bâle pour un contrôle bancaire efficace ;
  - o adaptation et mise à niveau des textes réglementaires (transposition de Bâle II/III et autres normes prudentielles, contrôle interne, gouvernance, règles comptables bancaires...) ;
  - o organisation des contrôles sur pièces et sur place ;
  - o élaboration des outils nécessaires aux surveillances micro-prudentielle (supervision basée sur les risques) et macro-prudentielle ;
  - o actions de formation.
- optimisation des interventions des Etats dans la restructuration des banques en difficulté :
  - o analyse de la situation d'établissements bancaires et financiers en difficulté, recommandations pour la résolution des crises, suivi des plans d'action ;
  - o élaboration et appui à la mise en œuvre de cadres de prévention et de résolution des crises bancaires ;

- actions de formation.

## B. Activités réalisées et résultats

### *Activités*

**Tableau 18 : Supervision bancaire — Synthèse des activités, mai 2014 - Octobre 2014**  
En semaines-personnes

Visites sur sites	Activités prévues	Réalisées	Ecart
Missions du conseiller	11	12	+1
Missions d'expert court terme * (hors séminaire)	8	8	0
Séminaires régionaux	0	0	0
<b>Autres activités du conseiller</b>	19	20	+1
<b>Total des ressources affectées</b>	31	29	-2

\* Y compris 8 semaines d'expert court terme payées par MCM et réalisées dans le cadre du programme de travail d'AFW

En volume, le programme de travail dans le domaine de la supervision et de la restructuration bancaires a totalisé 29 semaines-personnes, dont six semaines de missions d'expert court terme, payées par MCM. Ce volume ressort en forte hausse au regard de celui réalisé au cours du même semestre de l'année 2013/2014 (21 semaines). Le taux de réalisation ressort à 93,5% au cours du premier semestre 2014/2015, soit un niveau légèrement inférieur à la cible. Toutefois, en décomposant le volume réalisé, 20 semaines de mission ont été effectuées au lieu de 19.

L'activité de la période a été affectée par la suspension, en raison de l'épidémie Ebola, des activités prévues (4 semaines personnes) en Guinée pour le renforcement de la supervision bancaire. A contrario, davantage de missions que prévues ont été effectuées dans le cadre du projet de la BCEAO en vue de la transposition de Bâle II/III (quatre missions au lieu de deux) en raison de l'élargissement du périmètre du projet par rapport à celui défini à l'origine. L'accroissement de l'assistance technique en faveur de la BCEAO apparaît comme une tendance de fonds, puisque l'appui d'AFW devrait être sollicité par la BCEAO pour d'autres projets.

Les autres missions prévues au cours du 1<sup>er</sup> semestre ont été effectuées conformément au programme de travail.

### *Résultats au plan régional*

- Projet de transposition de Bâle II/III dans l'UMOA

Le programme pluri annuel d'assistance technique s'est poursuivi et a bénéficié de plus de missions qu'anticipées. La BCEAO souhaite en effet bénéficier d'un accompagnement plus

étroit de la part d'AFW compte tenu du périmètre très large du projet, touchant à de nombreux domaines de la supervision, et des aspects parfois très techniques à développer. Les quatre missions effectuées pendant la période sous revue ont porté sur divers domaines : modifications des textes en vigueur impactés par le projet, recensement des outils nécessaires au développement d'une supervision basée sur les risques (dans la perspective de la mise en œuvre du pilier 2 de Bâle II), formations des agents de la BCEAO et des banques au renseignement des questionnaires sur les fonds propres et sur l'état des préparations des banques au passage à Bâle II/III...

- Surveillance des groupes bancaires panafricains

Le Conseiller résident a accompagné une mission de MCM, qui a visité plusieurs régions du continent africain, lors de ses déplacements au sein de l'UEMOA (Togo, Côte d'Ivoire, Sénégal). Le but de cette mission consistait à évaluer l'évolution des groupes bancaires panafricains ainsi que les pratiques développées par les superviseurs pour leur surveillance. Elle a permis à AFW de s'informer sur les méthodes de supervision développées par la BCEAO pour la supervision des groupes bancaires transfrontaliers et d'évaluer les besoins en matière d'assistance technique dans ces domaines. Les informations collectées lors de cette mission seront notamment exploitées dans le cadre de l'assistance technique apportée par AFW au projet de transposition de Bâle II/III, et plus particulièrement pour le volet relatif à la supervision sur base consolidée.

### *Résultats par pays*

**Tableau 19. Principaux résultats obtenus de l'AT**

<b>Pays</b>	<b>Activités</b>	<b>Résultats</b>
<b>Côte d'Ivoire</b>	Une mission a été conduite par le CR sur les conséquences pour le système bancaire de la centralisation du compte unique du Trésor à la BCEAO	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Analyse des conséquences globales sur le système bancaire ivoirien</li> <li>• Evaluation de l'impact du transfert des comptes ouverts sur la trésorerie et la liquidité des banques à travers notamment une simulation du coefficient de liquidité des banques concernées</li> <li>• Formulation de recommandations pour une bonne transition</li> </ul>
<b>Guinée</b>	La mission prévue dans le cadre du plan pluriannuel d'assistance technique pour le renforcement de la supervision bancaire n'a pu être conduite en raison de l'épidémie Ebola	Sans objet
<b>Mauritanie</b>	Les deux missions inscrites au programme du semestre ont été conduites.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Finalisation du projet de révision de l'instruction relative au classement et au provisionnement des actifs en souffrance.</li> </ul>

		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Assistance à l'organisation du recrutement de 14 inspecteurs pour la supervision des établissements de crédit</li> <li>• Révision du plan d'action du programme pluriannuel afin d'intégrer de nouvelles étapes : formation des inspecteurs, révision de la loi bancaire et des statuts de la banque centrale</li> </ul>
<b>Organisations régionales</b>	<b>BCEAO.</b> Quatre missions <sup>4</sup> ont été réalisées (par rapport à deux programmées) dans le cadre du programme pluriannuel d'assistance technique auprès de la BCEAO pour la transposition des dispositifs Bâle II et Bâle III.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Finalisation du questionnaire sur les risques pour l'étude d'impact (pilier 1 de Bâle II)</li> <li>• Lancement des travaux des commissions techniques</li> <li>• Finalisation des questionnaires destinés aux banques pour estimer les impacts quantitatifs et qualitatifs</li> </ul>
	<b>UEMOA.</b> Participation à une mission du département MCM du FMI sur la surveillance des groupes bancaires panafricains	<ul style="list-style-type: none"> <li>• État des lieux des besoins d'assistance technique de la BCEAO et de la Commission bancaire de l'UMOA en matière de surveillances des groupes bancaires transfrontaliers</li> <li>• Contribution au rapport rédigé par le département MCM présentant la situation des groupes bancaires panafricains ainsi que les recommandations en matière de supervision</li> </ul>

### **Guinée.**

Compte tenu des conditions sanitaires du pays, les missions prévues au programme (une mission du CR et une mission d'un ECT financée par MCM) n'ont pas eu lieu. Pour le second semestre, en l'absence de rétablissement de la situation, il sera envisagé de poursuivre certaines étapes du plan d'action pluriannuel dans le cadre de missions hors-site.

### **Mauritanie.**

Une mission en Mauritanie a permis de finaliser le projet d'instruction sur le classement et le provisionnement des créances qui a par la suite été promulgué par la Banque Centrale de Mauritanie. Sur recommandations d'AFW, la supervision bancaire mauritanienne a été renforcée de quatorze inspecteurs recrutés à l'extérieur. Il s'agit d'une étape importante qui devrait singulièrement renforcer les capacités de la supervision tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, notamment pour mieux exploiter l'assistance technique apportée

<sup>4</sup> Totalisant 7 semaines sur site pour le CR et 6 pour des ECT



par le centre. Le plan d'action pluriannuel a été révisé compte tenu des évolutions survenues depuis son élaboration en 2010, et pour intégrer de nouvelles étapes telles que la révision approfondie de la loi portant réglementation bancaire, ou encore l'intégration et le formation des inspecteurs récemment recrutés. Le taux d'avancement du plan d'action révisé ressort à 44%.

### **Côte d'Ivoire.**

En Côte d'Ivoire, la mission avait pour objectif de réaliser une étude sur l'impact du transfert des comptes de l'État ouverts dans les banques commerciales vers le Compte Unique du Trésor ouvert à la BCEAO. Dans ce cadre, elle a cherché à mesurer les incidences de ces transferts sur le système bancaire en général, et sur les banques commerciales concernées en particulier, notamment au niveau de leur trésorerie et de leur liquidité. A partir des résultats de l'étude, des recommandations ont été formulées par la mission.

### **C. Réaménagement du programme de travail pour le second semestre de l'année fiscale 2015**

Le programme de travail du second semestre doit être aménagé pour tenir compte des demandes de la BCEAO, qui souhaiterait un renforcement de l'appui d'AFW pour son projet de transposition de Bâle II/III. Ainsi, trois missions supplémentaires ont été intégrées au programme. Par ailleurs, AFW a reçu une nouvelle demande d'assistance de la part de la BCEAO, non prévue dans le programme initial, pour la refonte du référentiel comptable bancaire de l'UMOA ; deux autres missions ont été ajoutées à cet effet. La BCEAO a également sollicité AFW pour la réalisation d'une formation de trois jours, en décembre 2014, sur le référentiel des normes comptables IFRS. D'autres demandes d'assistance technique de la BCEAO devraient être prises en charge directement par le département MCM, concernant le renforcement du cadre de résolution des crises bancaires.

Les missions qui étaient prévues en Guinée au premier semestre sont reportées sur le second. En l'absence d'amélioration des conditions sanitaires dans le pays, des missions pourraient être effectuées à distance, en se focalisant sur les travaux du plan d'action relatifs à l'introduction ou à l'aménagement de textes réglementaires (instruction sur la gouvernance d'entreprise au sein des établissements de crédit).

Une mission au Togo d'assistance et de formation sur la restructuration bancaire, prévue initialement au second semestre, a été annulée, les autorités ayant indiqué qu'elles n'avaient plus de besoin dans ce domaine et dans l'immédiat.

Par ailleurs, bien qu'il ne sera pas tenu de séminaire régional au cours de l'année fiscale, le centre organisera début 2015 une formation de deux semaines sur la gestion des risques bancaires destinée aux agents du Secrétariat général de la Commission bancaire de l'UMOA. Cette formation sera également ouverte à des représentants du siège de la BCEAO et des banques centrales de Guinée et de Mauritanie. Elle aura donc une vocation régionale et sera l'occasion d'échanges entre les superviseurs des pays couverts par AFW.

**Supervision et restructuration bancaires** EN SEMAINES-HOMMES

STATUT DES MISSIONS	PROGRAMMEES EN AVR 2014	UTILISEES FIN OCT 2014	REVISEES FIN OCT 2014
1er Semestre	31	29	-
2e Semestre	29	-	44
TOTAL	60	-	73

## VII. ANALYSE ET PREVISIONS MACROECONOMIQUES

Avec le déblocage de la contribution de l'Union européenne, le recrutement du conseiller macroéconomique a pu être réactivé et un programme de travail provisoire couvrant la période décembre 2014- avril 2015 établi. Le premier objectif du conseiller sera de recenser les besoins d'assistance technique auprès des administrations des pays-membres concernés et des institutions régionales (en s'appuyant sur les travaux déjà effectués, notamment par le Pôle) et l'offre existante, et de préparer un atelier régional rassemblant tous les acteurs concernés pour discuter de la stratégie d'assistance technique proposée en juin 2015.

**Tableau 20 : Analyse et prévision macroéconomiques — Synthèse des activités, décembre 2014 – avril 2015**  
En semaines-personnes

Visites sur sites	Activités prévues
Missions du conseiller	12
<b>Total des ressources affectées</b>	12